



20230303_CONSULTATION :
MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE VENTILATION ET
CLIMATISATION (CVC) DES SITES DE L'ÉCOLE DE LA 2^E CHANCE DE
MARSEILLE

CONTRAT
VALANT CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
ET REGLEMENT DE LA CONSULTATION



Qualiopi
processus certifié
■ ■ ■ RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

■ ■ ■ PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR



VILLE DE
MARSEILLE



DÉPARTEMENT
**BOUCHES
DU-RHÔNE**



Cofinancé par
l'Union européenne



SOMMAIRE

20230303_CONSULTATION : MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE VENTILATION ET CLIMATISATION (CVC) DES SITES DE L'ÉCOLE DE LA 2^e CHANCE DE MARSEILLE 1

I.	L'ÉCOLE DE LA 2 ^e CHANCE DE MARSEILLE, UNE FORMATION TREMPLIN À VISÉE D'INSERTION.....	3
II.	ALLOTISSEMENT.....	4
III.	NATURE DE L'OPÉRATION.....	4
IV.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
A.	LIEU(X) D'EXECUTION :	4
B.	CODE CPV PRINCIPAL.....	4
C.	VISITE OBLIGATOIRE DES LIEUX D'EXÉCUTION DE LA PRESTATION	4
V.	DESCRIPTIF DE LA MISSION	5
A.	MODALITÉS D'EXÉCUTION	5
B.	PLAN DE SÛRETÉ-SÉCURITÉ	5
VI.	CONDITIONS GÉNÉRALES	5
A.	DURÉE	5
B.	RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES.....	5
C.	CONDITIONS DE RÈGLEMENT	6
D.	RÉSILIATION	6
E.	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	6
F.	CLAUSE ATTRIBUTIVE DE COMPETENCE.....	7
VII.	RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION.....	7
A.	DOCUMENTS À FOURNIR PAR LE CANDIDAT	7
B.	RÉCEPTION DES PLIS	7
C.	QUESTIONS DES CANDIDATS AVANT LA REMISE DES OFFRES.....	7
D.	CRITÈRES D'ATTRIBUTION	7
E.	RÉGULARISATION DES OFFRES.....	8
F.	DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES	8
VIII.	CONTACT	9
IX.	SIGNATURE	9

I. L'ÉCOLE DE LA 2^E CHANCE DE MARSEILLE, UNE FORMATION TREMPLIN À VISÉE D'INSERTION

L'École de la 2e Chance de Marseille (E2C Marseille) a pour mission d'assurer, par une formation en alternance en entreprise et une pédagogie originale, l'inclusion professionnelle et sociale de jeunes adultes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire sans diplôme ni qualification.

L'École de la 2e Chance de Marseille c'est :

- Chaque stagiaire au cœur du dispositif
- Prise en compte des besoins de chaque jeune à 360° pour l'élaboration du parcours
- Une pédagogie originale
- Un dispositif pédagogique coconstruit avec les entreprises
- Un parcours qui fait sens avec l'objectif d'insertion professionnelle et sociale

Notre ambition :

- Un nouveau site dans les quartiers sud de Marseille en 2019
- Une école active pour recruter ses stagiaires
- De la bienveillance
- Une solidité financière
- Une école qui vit
- Une école rayonnante
- Une école créatrice de liens
- Une école épanouissante
- Une école reconnaissante
- Une école qui réussit

Inaugurée en 1997 et établie en 1998, l'E2C Marseille a été le premier dispositif de ce type créé en Europe sous l'impulsion de l'Union européenne. Établissement d'intérêt général, l'E2C Marseille accueille en moyenne 800 stagiaires chaque année sur ses 4 sites. Le parcours individualisé débouche pour 61% des stagiaires de l'E2C Marseille sur un emploi ou sur une reprise de formation qualifiante.

L'E2C Marseille est membre et 1re vice-présidente du réseau E2C France. En France (hexagone et Outre-mer), 14 188 jeunes ont suivi un parcours dans l'un des 135 sites des écoles membres du Réseau E2C France.

II. ALLOTISSEMENT

Le marché est décomposé en 2 lots :

Lots	Prestations
Lot 1 : Site de Saint-Louis	Maintenance des installations CVC
Lot 2 : Site de Romain-Rolland	Maintenance des installations CVC

Les candidats peuvent présenter une offre pour un seul ou plusieurs lots. Un candidat ne peut pas présenter plusieurs offres pour un même lot.

III. NATURE DE L'OPÉRATION

La présente consultation a pour objet de confier à un prestataire la maintenance des installations CVC des sites de l'École de la 2^e Chance de Marseille.

À cet effet, nous avons contacté un bureau d'études afin de réaliser un audit de nos installations (Cf. Annexe n°2) qui s'est également chargé de nous rédiger le cahier des charges relatif à nos besoins (Cf. Annexe n°3).

IV. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

A. LIEU(X) D'EXECUTION :

Bouches-du-Rhône. E2C Marseille.

Site	Adresse
Saint-Louis	360 chemin de la Madrague-Ville – 13015 Marseille
Romain-Rolland	343, boulevard Romain-Rolland – 13009 Marseille

B. CODE CPV PRINCIPAL

Le code CPV de la consultation :

- 50700000-2 Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments

C. VISITE OBLIGATOIRE DES LIEUX D'EXÉCUTION DE LA PRESTATION

Une visite des lieux d'exécution de la prestation est obligatoire. L'objet de ces visites étant d'appréhender les différentes caractéristiques des lieux, des éventuelles difficultés d'exécution.

Par ces visites, l'entreprise reconnaît avoir pris connaissance des installations existantes, des voies d'accès et de sorties, des éventuelles difficultés liées aux activités de l'E2C Marseille et des prestations à exécuter.

Paraphes :

Les visites s'effectueront avec le responsable logistique ou son représentant. Elles doivent être planifiées avec le correspondant référencé ci-après :

Correspondant - visite du site	Téléphone	Courriel
Marc SARDO	06 15 13 14 14	marc.sardo@e2c-marseille.net
Laurent GIANGRECO	06 16 38 37 34	laurent.giangreco@e2c-marseille.net

Les visites guidées auront lieu :

- Sur le site de Saint-Louis : le mardi 14 et jeudi 16 mars à 9h30 ;
- Sur le site de Romain-Rolland : le mardi 14 et jeudi 16 mars à 14h30.

Tous les candidats auront droit au même temps et aux mêmes informations. Les visites pourront avoir lieu de façon groupée.

V. DESCRIPTIF DE LA MISSION

A. MODALITÉS D'EXÉCUTION

Lors des interventions, le prestataire prévoira des équipes en qualité et quantités suffisantes pour mener à bien l'ensemble des prestations.

Le prestataire utilisera son propre matériel nécessaire et spécialisé pour ce genre de travail.

B. PLAN DE SÛRETÉ-SÉCURITÉ

Le prestataire s'engage à respecter le règlement intérieur et le plan de prévention et de sûreté-sécurité en vigueur au sein de l'E2C. Ces éléments lui seront transmis avant le début des prestations, le prestataire s'engageant à les faire observer par son personnel.

VI. CONDITIONS GÉNÉRALES

A. DURÉE

Le contrat est souscrit pour une durée de 18 mois ferme à compter du 1^{er} avril 2023.

B. RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

Faisant référence à l'article 1231-1 du Code Civil (dommages et intérêts) : « le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement des dommages et intérêts, soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard de l'exécution, s'il ne justifie pas que l'exécution a été empêchée par la force majeure. » Le prestataire devra fournir son attestation d'assurance à jour avant le démarrage de la prestation.

Paraphes :

C. CONDITIONS DE RÈGLEMENT

Les offres sont exprimées en Euro.

Le mode de règlement choisi pour les prestations est le virement ou le prélèvement. Le délai global de paiement pour l'E2C Marseille est de trente (30) jours à compter de la réception de la facture.

La prestation est financée par les fonds propres de l'E2C Marseille (budget de fonctionnement).

Une facture sera demandée pour chaque site de l'E2C Marseille.

D. RÉSILIATION

Tout manquement aux obligations de service du fournisseur (livraison, formation, maintenance, ...) entraînera la rupture immédiate des engagements. Aussi, le défaut du respect desdits engagements (location, maintenance), pourra entraîner la résiliation de plein droit par l'établissement, sans aucune formalité judiciaire ni pénalité financière, après mise en demeure resté sans effets sous 8 jours ouvrés (samedi inclus), auprès du fournisseur dans les cas suivants: Livraison, formations non-effectuées /absence de maintenance / pièces et/ou consommables non reçus/ tout autres dysfonctionnements jugé par les utilisateurs « risqué pour l'utilisation conforme du matériel » et signalés auprès du fournisseur.

S'agissant d'une location, la restitution du matériel sera prise en charge par le fournisseur au lieu qu'il aura fixé avec l'établissement concerné. Un procès-verbal de vérification sera communiqué pour acter l'état de retour du matériel. Si un contrat de maintenance est en cours, celui-ci prendra fin immédiatement et le coût sera réajusté à la période de détention observée. Les sommes restantes dues n'ouvriront le droit à aucune majoration et seront réglées par l'établissement jusqu'à échéance du contrat.

E. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

F. CLAUSE ATTRIBUTIVE DE COMPETENCE

Le contrat est soumis au droit français. A défaut de solution amiable, tout différend est soumis à la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Marseille.

VII. RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

A. DOCUMENTS À FOURNIR PAR LE CANDIDAT

Chaque candidat aura à produire les pièces suivantes, datées et signées par lui :

pour la candidature :

- une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat pour justifier qu'il satisfait aux obligations fiscales et sociales ou une attestation de régularité fiscale et sociale ;
- si l'entreprise est en redressement judiciaire, la copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s) à cet effet ;
- un RIB ;
- un extrait Kbis ;
- l'attestation d'assurance.

pour l'offre* :

- cadre de réponse : un cadre de réponse sera demandé par lot (Cf. Annexes ci-jointes) ;
- mémoire technique.

** Les attestations de visite (remise sur place et signée par les 2 parties) seront prises en compte dans l'analyse des offres.*

B. RÉCEPTION DES PLIS

Les plis seront déposés par voie dématérialisée à la Commission d'Appel d'Offres (CAO) de l'E2C Marseille par courriel à cao@e2c-marseille.net. La réception des plis est confirmée par retour de mail du pouvoir adjudicateur.

La date limite de remise des offres est le lundi 27 mars 2023 à 12h.

C. QUESTIONS DES CANDIDATS AVANT LA REMISE DES OFFRES

Toute demande de renseignements sur le dossier de consultation doit faire l'objet d'une demande par courriel : cao@e2c-marseille.net.

D. CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Il est à noter que chaque lot sera évalué selon les mêmes critères d'attribution, à savoir :

Prix : 60 points

Chaque candidat formule son coût annuel forfaitaire pour la prestation dans le cadre de réponse. Le candidat qui propose le prix le moins élevé obtient la note maximale soit 60 points.

Pour les autres, les candidats se verront attribuer une note calculée proportionnellement à la valeur étalon (le prix le moins disant) selon la formule suivante :

- $[1 - ((\text{offre du candidat} - \text{prix étalon}) / \text{prix étalon})] * 60$;

Technique : 40 points

Le critère technique sera apprécié au travers du mémoire technique remis par le candidat à l'appui de son offre.

Ce mémoire décrira la proposition technique du candidat. Il pourra également faire apparaître son plan d'entretien, les moyen humains et matériels mis à disposition dans le cadre de la présente consultation mais également la marque préférentielle en cas de remplacement des pièces ou d'installations ainsi que ses délais de réactivité.

Une attention particulière sera demandée au candidat pour :

- la rédaction ;
- l'illustration ;
- la présentation générale ;
- un effort de vulgarisation pour une compréhension par des néophytes.

Ce mémoire sera apprécié selon la méthode de notation suivante :

- 40 points = excellent ;
- 32 points = très satisfaisant ;
- 24 points = satisfaisant ;
- 16 points = moyennement satisfaisant ;
- 8 points = non satisfaisant.

E. RÉGULARISATION DES OFFRES

Régularisation des offres

Une analyse des offres sera menée au cours de laquelle il pourra être demandé aux candidats des précisions sur les éventuelles discordances constatées dans une offre.

De plus, conformément à l'article 59 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables seront éliminées. Toutefois, l'E2C pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation des offres irrégulières ne pourra avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

En outre, à défaut de réponse dans le délai imparti dans la demande, l'offre sera considérée comme non conforme. Les offres qui restent irrégulières seront éliminées.

F. DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 60 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Paraphes :
